

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 1007

Artikel: Réfugiés : le flot ne peut que s'accroître
Autor: Feller-Robert, Charlotte
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020463>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le flot ne peut que s'accroître

(cfr) La Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire et l'Office fédéral des affaires économiques extérieures ont choisi le thème des migrations pour la conférence annuelle sur la coopération. Un record absolu de participation — 700 personnes — qui montre l'intérêt porté à cette question.

Le monde ne fait qu'un; l'interdépendance est une réalité; beaucoup de nos activités ont des répercussions indirectes. Commerce, pollution, tourisme, médias et même coopération au développement ne sont pas neutres et peuvent contribuer au déplacement massif de populations. A l'heure actuelle, le Haut-Commissariat pour les réfugiés comptabilise 15 millions de réfugiés au sens des Conventions de Genève. Les 90% se trouvent dans les pays en développement; près de la moitié en Afrique où ils reçoivent environ 60 centimes par jour alors que la population des pays d'accueil gagne en moyenne 1 franc par jour. Beaucoup plus grave encore, on estime à 450 millions le nombre de réfugiés «écologiques», c'est-à-dire les personnes déplacées par la sécheresse, la désertification, les inondations. C'est donc l'écume de la vague seulement qui atteint l'Europe, et encore.

Mieux vaut prévenir...

L'exode rural est de loin la plus importante des migrations. Aucun chiffre n'est avancé (les chiffres recouvrent en partie ceux des réfugiés écologiques), mais on sait que dans de nombreux pays en développement plus de la moitié des habitants réside maintenant dans la capitale avec le chômage que l'on connaît. Et c'est avec raison que le thème de la journée était intitulé «migrations» et non «réfugiés», car les migrations intérieures ont une relation avec le nombre des réfugiés. Les deux phénomènes ont les mêmes causes, c'est-à-dire l'absence de paix, le manque de travail et de libertés. Elles ne sont que des symptômes d'un même mal: l'inégalité, l'injustice, politiques ou économiques, ou comme l'a résumé Walter Schmid, de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés, la différence d'espérance de vie.

Des questions graves se posent dans l'immédiat: combien de temps l'Afrique, par exemple, pourra-t-elle supporter ses millions de réfugiés au sens strict du terme? Combien de temps le tiers monde tiendra-t-il sous la masse de l'exode rural et des réfugiés écologiques sans que des tensions sociales n'aboutissent à la création massive de réfugiés politiques? Il ne s'agit donc pas seulement de penser mesures d'intégration dans le pays d'accueil ou mesures de réinsertion dans le pays d'origine, mais mesures de prévention. En plus, seule une action internationale concertée et massive peut venir à bout des problèmes.

Il est évident que la défense des droits de l'homme et la protection des minorités sont des mesures préventives très importantes. Dans ce sens les médias jouent un rôle clé. En l'espace de six mois, depuis les événements d'Europe de l'Est, une bonne partie des pays africains ont annoncé des mesures allant dans le sens du multipartisme, et ceci bien plus sous la pression interne d'une population informée que sous la pression externe des donateurs. Mais les médias jouent aussi un rôle néfaste. *Dallas* et *Dynasty* ont été cités à plusieurs reprises, qui véhiculent une conception de la richesse tombée du ciel ou acquise illicitement et des valeurs limitées à un égoïsme forcené. Des feuilletons de ce genre font beaucoup plus de mal que des projets de développement mal adaptés et des experts ethnocentriques.

Mais les mesures d'augmentation du revenu sont devenues au moins aussi importantes pour prévenir les migrations et freiner l'augmentation du nombre de réfugiés. Or les efforts d'amélioration du niveau de vie se heurtent au taux de croissance de la population: tant que le travail des enfants sera nécessaire pour assurer un revenu à la famille, tant

que les familles n'auront pas assez d'argent pour laisser les filles aller à l'école et tant qu'il n'y aura pas d'assurance-vieillesse, le taux de natalité ne diminuera guère; or revenu et natalité sont intimement liés. Encore faut-il que les richesses soient bien distribuées et qu'on pense en priorité aux régions rurales et économiquement faibles. Même en Suisse l'exode rural a entraîné des mesures de soutien aux régions. La diversification des activités a joué un rôle clé: que serait devenu le Valais sans le ski? Dans le cadre du commerce international, les produits de base se vendent à des prix ridicules et beaucoup de pays en développement n'ont rien d'autre à exporter. A quand un système de garantie ou de compensation qui permette aux paysans du tiers monde de dépasser le minimum vital et de ne pas devoir tout abandonner pour les espoirs fallacieux de la ville?

Le rôle de la Suisse

La Suisse pourrait — la Suisse devrait — dans son intérêt propre soutenir toutes ces mesures. Beaucoup de voix se sont élevées pendant cette journée de la coopération pour que le Conseil fédéral soit plus courageux, qu'il prenne plus d'initiatives sur le plan économique et sur le plan politique. Notre pays ne fait pas partie des Nations-Unies mais notre administration centrale est respectée et écoutée à l'étranger pour son sérieux. Les initiatives peuvent se lancer sur un plan bilatéral, en contactant d'autres gouvernements.

Face au problème des migrations, la coopération au développement n'est qu'une goutte d'eau. Seules des mesures multiples, coordonnées et massives pourront venir à bout de ce phénomène, lourd d'instabilités et de conflits. ■

Date-limite

Le Grand Conseil argovien a accepté à une large majorité une motion radicale demandant de limiter à douze ans la durée pendant laquelle un conseiller d'Etat peut diriger un même département. Ce sont des observations faites dans l'industrie — où les cadres occupent en moyenne un poste pendant dix ans — qui ont motivé cette initiative.